



Juin 2024
**Bureau
Bamako**

Revue de presse du Mali

Semaine N°2 de Juin

Bienvenue sur la revue de presse hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

- **PROROGATION DE LA
TRANSITION : La question divise les
maliens**
- **GRÈVE ILLIMITÉE DES
BANQUES ET DU SECTEUR PÉTROLIER**
- **EDUCATION
Le Premier Forum Russie-Afrique
tenu à Bamako**

PROROGATION DE LA TRANSITION

La question divise les maliens

Le Mali se dirige vers une prorogation de la durée de la Transition. Dans les chaumières, sur les réseaux sociaux la question divise les Maliens.

Les Maliens attendent impatiemment de savoir si le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta prorogera ou pas la durée de la Transition.

Si d'aventure le locataire du palais de Koulouba décide de renouveler le bail, le Mali se dirigera sans doute vers une Transition de 5 ans. Mais cette prorogation éventuelle divise les Maliens.

Certains y voient une dictature à la Moussa Traoré. "Je ne vois aucun problème quant à une éventuelle prolongation de la durée de la Transition. Je m'y prépare. On ne va plus admettre que des politiciens nous dirigent, car ils ont lamentablement échoué durant ces 30 dernières années.

Au nom de la démocratie, la classe politique a floué les Maliens et mis le pays à genou par la corruption, le népotisme et le clientélisme.

Mais en l'espace de 4 ans de Transition, les militaires ont commencé à assainir le pays et mettre de l'ordre dans cette pagaille laissée par les politiques, à travers une gouvernance vertueuse pour le bien être des Maliens", analyse Ibrahim Dembélé, chef de grin à Magnambougou, non moins un partisan farouche de la Transition.

"De prorogation à prorogation, le Mali est devenu un État paria avec ces militaires-là. Ce n'est pas en prorogeant une troisième fois la durée de la Transition que nous allons sortir de cette Transition qui est en passe d'être un mandat électif.

Tout le monde est unanime que cette Transition n'as pas une feuille de route concrète et précise. Depuis quatre ans, on est dans un pilotage à vue.

Dans ce contexte, plus cette Transition durera, plus les problèmes vont resurgir parce que les militaires au pouvoir ne dirigent absolument rien, ils réagissent.

Pour moi, il est vraiment temps de sortir de cycle infernal et cela est possible. Il n'est jamais trop tôt pour aller aux élections. Le statu quo n'est pas tenable pour une prorogation même de 6 mois de la Transition, il faut le dire.

Les militaires veulent coûte que coûte instaurer une dictature à la Moussa Traoré, cela ne marchera pas", a estimé cet internaute qui a requis l'anonymat.

Source : Mali Tribune

GRÈVE ILLIMITÉE DES BANQUES ET DU SECTEUR PÉTROLIER

Fin du bras de fer entre Synabef et Magistrats

À la suite de pourparlers, le Secrétaire Général du SYNABEF Hamadou BAH a été libéré le lundi 10 juin dans la soirée. Ce qui met fin au bras de fer entre le Synabef et les syndicats des Magistrats du Mali.

Pour cause, le syndicat national des assurances, banques et établissements financiers et commerce du Mali (Synabef) était en arrêt de travail depuis le 6 juin. Le syndicat soutenait leur camarade, Hamadou Bah, sous mandat de dépôt depuis le 05 juin 2024.

Le synabef avait assuré que le mot d'ordre sera maintenu jusqu'à la libération de son secrétaire général. Au même moment les syndicats des magistrats apportent leur soutien au pôle économique et financier qui a arrêté le responsable du Synabef.

Hamadou Bah, non moins secrétaire général adjoint de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), la plus grande centrale syndicale du pays, a été arrêté suite à une plainte de l'ancien secrétaire du Comité syndical de la BDM (Banque de développement du Mali) Papa Sadio Traoré pour « faux et usage de faux », mais aussi « injures » et « diffamation ». Le syndicaliste a été mis sous mandat par le Pôle national économique et financier.

Le Synabef qualifie cette arrestation d'« entrave à la liberté syndicale ». Il ajoute que le mouvement de grève déclenché ce jeudi 6 juin se poursuit jusqu'à la libération de leur camarade.

Les syndicats de magistrats répliquent

Dans un communiqué, le Syndicat autonome de la magistrature (SAM) et le Syndicat libre de la magistrature (Sylima) disent suivre avec une attention particulière l'évolution de cette affaire. Les deux syndicats invitent les Magistrats à rester sereins. Ils rassurent que force restera à la loi et que l'égalité de tous devant la justice pénale sera également respectée.

A Bamako ainsi qu'à l'intérieur du pays, beaucoup de citoyens dénoncent cette grève, à moins de deux semaines de la fête de Tabaski. Ils appellent les parties à un dénouement rapide.

Pour l'économiste Pr Mamoutou Soumaré, cette grève des Banques et établissements financiers aura des répercussions économiques sur le transfert des fonds, le retrait d'argent et sur le budget national. Selon lui, elle aura aussi un impact sur l'approvisionnement et l'alimentation en carburant des groupes électrogènes des particuliers et des entreprises privées.

La cause de l'arrestation de Hamadou Bah serait liée à la suspension du comité syndical de la Banque de Développement du Mali de toutes ses activités syndicales à la veille du renouvellement du bureau dudit comité syndical, l'empêchant ainsi d'être candidat pour un autre mandat. C'est dans ce contexte qu'un nouveau bureau dirigé par Daouda Diarra a été mis en place.

Suite à son éviction, Papa Sadio Traoré a porté plainte contre Hamadou Bah au Tribunal du pôle national économique et financier pour « faux et usage de faux », mais aussi "d'injures " et "diffamations".

Sources: ... Anadolu Ajansi

POLITIQUE

EDUCATION : Le Premier Forum Russie-Afrique tenue à Bamako

Le premier forum Russie-Afrique sur l'éducation s'est tenu à Bamako fin mai. Il a été l'occasion pour les organisateurs de promouvoir une coopération renforcée entre la Russie et le Mali, dans le domaine de l'enseignement supérieur.

L'objectif était de faciliter les opportunités pour les étudiants maliens de poursuivre leurs études en Russie. Selon le ministère russe de la Science et de l'Enseignement supérieur, environ 34 étudiants maliens ont bénéficié d'une éducation en Russie au cours de l'année 2023, se spécialisant dans des domaines tels que la médecine, les technologies ou les sciences humaines.

Simon Aziati, président directeur général de Sclaris Finance et initiateur du forum, a souligné que l'apprentissage de la langue russe est intégré dans le programme des étudiants africains pour faciliter leur adaptation.

Il a également mis en avant la qualité des formations offertes par les universités russes, dont les diplômes sont largement reconnus à l'échelle internationale.

Chaka Sangaré, étudiant en deuxième année à l'université de Bamako, s'est montré intéressé par les opportunités offertes par les universités russes présentes lors du forum.

Cependant, il a souligné les défis administratifs liés à la traduction des documents nécessaires pour postuler aux bourses, déplorant le manque d'agents qualifiés pour répondre à la forte demande.

Moscou a annoncé une augmentation significative du nombre de bourses offertes aux étudiants maliens pour l'année universitaire 2024-2025, passant de 35 à 290, couvrant des formations en licence, master et doctorat dans diverses spécialités.

Cette initiative vise à renforcer les liens académiques entre la Russie et le Mali, offrant aux étudiants maliens des opportunités d'apprentissage de qualité dans un environnement international, malgré les défis logistiques à surmonter.

Source : Malikilé

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de